IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

ASIA FOCUS

INDONÉSIE : LES DÉFIS DE L'ADMINISTRATION PRABOWO

Barthélémy Courmont / Directeur de recherche, IRIS
Coline Laroche / Adjointe à la communication, IRIS

Septembre 2024

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Barthélémy Courmont / Directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences en Histoire à l'Université Catholique de Lille

Barthélémy Courmont est directeur de recherche en charge du Programme Asie-Pacifique, et co-responsable du développement à l'IRIS. Ses aires d'expertise couvrent les enjeux politiques et sécuritaires en Asie-Pacifique, la stratégie de puissance de la Chine, la politique étrangère des États-Unis et les nouvelles menaces.

Coline Laroche / Chargée de communication

Coline Laroche est adjointe à la communication à l'IRIS et contribue à la valorisation de la recherche. Diplômée d'un master en Relations internationales à Sciences Po Aix, elle se spécialise sur les questions de politique et géopolitique indonésienne.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.
Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

© IRIS - Tous droits réservés

Après une victoire revendiquée à l'issue des élections présidentielles du 14 février 2024, Prabowo Subianto et Gibran Rakabuming Raka sont officiellement respectivement nommés futurs président et vice-président de la République d'Indonésie le 20 mars par la Commission électorale générale (*Komisi Pemilihan Umum* (KPU)). Investi le 20 octobre 2024, le duo a rassemblé 96,2 millions de votes, soit 58,6 % des scrutins, arrivant largement en tête devant les colistiers Anies Baswedan et Muhaimin Iskandar (41 millions de votes, soit 25 % des scrutins) et Ganjar Pranowo et Mahfud MD (27 millions de votes, soit 16,5 % des scrutins), évinçant ainsi la possibilité d'un second tour.

La Constitution indonésienne ne lui permettant pas de briguer un troisième mandat, le président sortant Joko Widodo avait soutenu la candidature de Prabowo Subianto et Gibran Rakabuming Raka, leur permettant ainsi de bénéficier largement de sa popularité auprès de l'opinion publique indonésienne[1]. Si l'Indonésie changera de chef d'État, l'élection du fils de Joko Widodo à la vice-présidence et les déclarations de Prabowo Subianto en faveur d'une poursuite des projets menés par l'administration sortante semblent présager d'une continuité de la ligne politique menée par Joko Widodo depuis dix ans. Afin de mieux appréhender les enjeux et les défis auxquels la prochaine administration indonésienne sera confrontée, il convient de comprendre dans quel contexte celle-ci sera amenée à gouverner sur le plan intérieur, régional et international.

UN POTENTIEL RÉEL MAIS DES DÉFIS IMMENSES

Les défis du président indonésien sont à la mesure du plus grand archipel du monde. Premier PIB de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Indonésie est aussi le seul pays d'Asie du Sud-est membre du G20. Si son potentiel de développement est immense et notamment nourri par sa population (la quatrième au monde) et ses ressources considérables (notamment dans le secteur minier), les défis auxquels elle doit faire face n'en demeurent pas moins vertigineux. La multitude d'îles (plus de 17 500 au total), les immenses distances géographiques, les particularités historiques, géographiques et géologiques, les zones de peuplement et la diversité des cultures, des religions et des développements font par ailleurs de ce pays un ensemble éclectique dans lequel il est difficile de dégager des tendances nationales[2].

[1] Selon un sondage réalisé par mené par le Lembaga Survei Indonesia du 3 au 5 décembre 2023, 76 % de l'opinion publique indonésienne s'était dit satisfaite des mandats de Joko Widodo. Lembaga Survei Indonesia, *Rilis LSI 10 Desember 2023,* 10 décembre 2023 : 14. https://www.lsi.or.id/post/rilis-lsi-10-desember-2023

[2] Sur les trajectoires des îles composant l'archipel, les civilisations et cultures qui y cohabitent, lire Jean Gelman Taylor, *Indonesia: Peoples and History*, Yale, Yale University Press, 2003. Lire également Adrian Vickers, *A History of Modern Indonesia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Le niveau de développement des différents ensembles d'îles joue également un rôle considérable dans la mise en place de politiques de peuplement et de développement des activités, avec un impact considérable sur les sociétés et les identités culturelles[3]. Ainsi, si Java et dans une moindre mesure Sumatra sont historiquement les principaux foyers culturels et de peuplement de l'archipel, et si les petites îles de la Sonde sont domestiquées par l'homme depuis des millénaires, les régions reculées de Kalimantan (Bornéo), de Sulawesi (Célèbes), de Maluku (Moluques) ou de Papouasie, étaient il y a encore seulement quelques décennies totalement inaccessibles, et on y trouve encore aujourd'hui des forêts vierges. Malgré le recul de la forêt équatoriale à Kalimantan, certaines zones sont encore aujourd'hui très difficiles d'accès, et à une distance de 100 ou 150 km à l'intérieur des terres, les traces de présence humaine se font plus rares, et se limitent le plus souvent à la résilience de tribus indigènes. Le relief très accidenté de Sulawesi, auquel vient s'ajouter la forme très particulière de cette île composée d'une multitude de péninsules rend les transports difficiles, et ce malgré un pôle de peuplement et de civilisation ancien. L'archipel de Maluku, qui est administratif plus que géographique ou géologique (certaines îles sont situées en Asie, d'autres en Océanie, cette province étant la frontière entre les deux continents), ne saurait également être considéré comme homogène. Enfin, le relief de la Papouasie rend cette province tout particulièrement sauvage, et certaines régions y restent totalement en marge du développement. C'est en particulier le cas de la côte sud, et des régions à l'intérieur des terres, difficilement accessibles, et pour certaines encore inexplorées. De manière générale, seuls le Nord-Ouest (en direction de la province de Papouasie occidentale) et la côte nord de la Papouasie (où se situe la principale ville de la province, Jayapura) sont correctement reliés au reste de l'archipel.

Ces particularités propres à l'archipel indonésien ont des répercussions sur les dynamiques sociétales, le développement de l'économie, ou encore les projets d'intégration du territoire, de construction nationale[4] et d'homogénéité culturelle (cette dernière restant, malgré l'écrasante domination de la culture javanaise, inexistante)[5].

Au niveau politique, l'Indonésie a connu des transformations profondes au cours des vingt-cinq dernières années, avec un processus de démocratisation réussi, mais dans le même temps des risques liés aux séparatismes et au radicalisme religieux persistant, voire pour certains inédits. La dictature de Sueharto (au pouvoir depuis le coup d'État de 1965[6]),

[3] Sur ce point, lire Rita Smith Kipp, *Dissociated Identities: Ethnicity, Religion, and Class in an Indonesian Society*, University of Michigan Press, 1996.
[4] Sur cette question, lire Françoise Cayrac-Blanchard, Stéphane Dovert et Frédéric Durand, *Indonésie - un demi-siècle de construction nationale*, Paris, L'Harmattan, 1992.
[5] Pour une analyse récente des spécificités de l'Indonésie, lire Solenn Honorine, *Indonésie : histoire, société, culture*, Paris, La Découverte, 2013.
[6] Sur le coup d'État de 1965 et le lien entre le pouvoir politique et les militaires sous Suharto, lire Benedict Anderson and Ruth T. McVey, *A Preliminary Analysis of the October 1, 1965, Coup in Indonesia,* Ithaca, Cornell University Southeast Asia Program Publications, 1971 ; Victor M Fic, *Anatomy of the Jakarta Coup, October 1, 1965,* New Delhi, Abhinav Publications, 2004; John

marquée par une forte centralisation et une bureaucratie au service de la hiérarchie du pouvoir et associée à l'armée[7], a ainsi laissé place à un État démocratique déjà mis en pratique à l'occasion de plusieurs élections[8], mais fragilisé par des risques d'implosion, ce qui constitue le principal défi pour le gouvernement de Jakarta. Consécutivement aux évènements de 1999 et à la gronde populaire suite aux conséquences de la crise économique profonde que traversait l'archipel, le successeur de Suharto, Baharuddin Habibie, ouvrit les portes à la démocratie. La liberté de la presse fut rétablie et plus de cent partis politiques furent rapidement enregistrés. La Constitution de 1945 fut de son côté revue en profondeur, avec notamment un code complet des droits de l'homme. Ce processus spectaculaire de démocratisation des institutions visant à tourner définitivement la page des années Suharto fut un succès[9]. Le processus de démocratisation fut rapide, mais ses résultats se traduisirent cependant dans la durée, et à ce titre la présidence de Joko Widodo fut un accélérateur.

À partir de 1999, consécutivement aux changements politiques, l'Indonésie s'est par ailleurs engagée dans la décentralisation administrative d'un pays resté, en dépit de son atomisation insulaire et de sa grande diversité culturelle, l'un des plus centralisés du monde[10]. Les résultats quinze ans plus tard restent très discutables et sujets à débat[11]. L'OCDE notait ainsi dans un rapport en 2010 qu'« un certain nombre de réformes institutionnelles et de changements de politiques seront nécessaires pour s'attaquer à plusieurs défis transversaux concernant la décentralisation, le renforcement des capacités à l'échelon local et l'amélioration de la gouvernance économique. C'est seulement par ces réformes que l'Indonésie peut espérer réaliser ses ambitieux objectifs à moyen terme en matière de croissance et de réduction de la pauvreté et s'engager sur une trajectoire de développement écologiquement viable »[12]. On relève par ailleurs que les complexités administratives au niveau local se chevauchent désormais, et créent une situation qu'on peut qualifier de « prolifération provinciale », le

Roosa, *Pretext for Mass Murder: the September 30th Movement and Suharto's Coup D'etat in Indonesia,* Madison, University of Wisconsin Press, 2006; Françoise Cayrac-Blanchard, *Indonésie, l'armée et le pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1991 ; et Harold Crouch, *The Army and Politics in Indonesia,* Ithaca, Cornell University Press, 1978.

[7] Voir Françoise Cayrac-Blanchard, *Indonésie, l'armée et le pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1991.

[8] Lire Hans Antlöv et Sven Cederroth (ed.), *Elections in Indonesia: The New Order and Beyond*, New York, Routledge, 2004; et Ross H. McLeod et Andrew MacIntyre (ed.), *Indonesia: Democracy and the Promise of Good Governance*, Institute of Southeast Asian Studies, 2007.

[9] Edward Aspinall, *Opposing Suharto: Compromise, Resistance and Regime Change in Indonesia,* Stanford, Stanford University Press, 2005.

[10] F. Raillon, *Indonésie : la réinvention d'un archipel*, Paris, La Documentation Française, Asie Plurielle, 1999; et Banque mondiale, *Indonesia's Decentralization After The Crisis*, Washington D.C., PREM Notes, n°43, septembre 2000 ; et Dan Slater, *Ordering Power: Contentious Politics and Authoritarian Leviathans in Southeast Asia,* Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

[11] Voir notamment M. Sadli, "Establishing Regional Autonomy in Indonesia, The State of the Debate", Leiden University Workshop Paper, mai 2000; Y. Sato, «Decentralization : Seeking a New Central-Regional Relationship», *in* Y. Sato (ed.), *Indonesia Entering a New Era: A. Wahid Government and its Challenge*, Tokyo, Institute of Development Economics, Spot Survey, IDE-JETRO, 2000, pp. 37-47; M. Turner, "Some Observations on Risk Analysis for Regional Autonomy in Indonesia", ADB, CBNA, Discussion Paper 29, Manille, novembre 2000; et S. Usman, "Indonesia's Decentralization Policy. Initial Experience and Emerging Problems", SOAS, 3rd EUROSEAS Conference Paper, Londres, septembre 2001

[12] OCDE, *Etudes économiques de l'OCDE. Indonésie 2010*, 24 janvier 2011.

nombre de provinces ayant considérablement augmenté, de même que les pouvoirs – ou définis comme tels – accordés aux autorités locales[13]. La décentralisation s'est ainsi traduite par une forme d'éclatement, mais dans laquelle de nombreux repères et mécanismes se sont complexifiés.

Souffrant d'une conception trop superficielle et d'une application manquant de rigueur, les mesures de décentralisation n'ont le plus souvent pas permis de résoudre les immenses difficultés dont le pays n'arrive pas depuis lors à s'extirper et ont « au contraire suscité toute une série de nouveaux problèmes qui compliquent singulièrement les choses »[14]. Ces problèmes s'expliquent notamment par l'urgence et le contexte dans lequel ces réformes furent adoptées[15], mais aussi les spécificités régionales peu prises en compte dans un projet national souvent mal adapté aux réalités économiques et sociales locales.

Dans le cas des pays en développement comme l'Indonésie, la décentralisation peut se présenter de trois différentes manières :

- La déconcentration, relocation spatiale de la prise de décision et de l'autorité administrative à des niveaux locaux mais à l'intérieur des canaux d'un appareil d'État centralisé ;
- La délégation, attribution d'une autorité de prise de décision spécifique, comme par exemple le transfert des responsabilités de gestion à des organisations publiques en dehors de la structure bureaucratique normale ;
- La dévolution, ou le transfert d'un pouvoir légal et/ou financier de « gouverner » conféré à des entités locales clairement en dehors du contrôle direct du gouvernement central[16].

S'ajoute à ces caractéristiques un phénomène de déconcentration de l'économie et de l'industrie, particulièrement indispensable dans le cas de l'Indonésie[17]. On note également que « dans une approche plus concrète, le processus de décentralisation vise à l'amélioration du bien-être d'une population et au soutien d'une stratégie de développement qui, inéluctablement, génère des tensions »[18]. Le cas indonésien est ici particulièrement sensible, compte tenu des diversités régionales, ethniques et religieuses, mais également en matière

[13] Ehito Kimura, *Political Change and Territoriality in Indonesia: Provincial Proliferation*, New York, Routledge, 2013.
[14] Alexandre Dormeier-Freire et Jean-Luc Maurer, « Le dilemme de la décentralisation en Indonésie », *Archipel*, Vol. 64, 2002, p. 255.
[15] Voir D. Emmerson (ed.), Indonesia *beyond Suharto, Polity-Economy-Society-Transition*, New York, M.E. Sharpe, 1999.
[16] Pour une presentation détaillée des différentes approches de la décentralisation dans le cas des pays en développement, lire D. Rondinelli, J.S. McCullough et R.W. Johnson, "Analysing Decentralization Policies in Developing Countries: a Political-Economy Framework", *Development and Change*, Vol. 20, n°1, 1989, pp. 57-87; et J. Klugman, *Decentralisation: A Survey of Literature from Human Development Perpspective*, Occasional Paper 13, UNDP, Genève, 1994.
[17] K. Bird, "Industrial Concentration in Indonesia", *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, Vol. 35, n°1, 1999, pp. 43-73.
[18] Alexandre Dormeier-Freire et Jean-Luc Maurer, « Le dilemme de la décentralisation en Indonésie », *op. Cit*., p. 257.

de développement et de répartition des richesses dans l'archipel. En Indonésie, et afin de réduire ces tensions, « la décentralisation peut ainsi être une force unificatrice permettant de consolider une nouvelle identité nationale, un remède face aux bureaucraties centralisées des États dits de la périphérie, ou une politique qui peut apaiser les résistances aux changements économiques et sociaux déstabilisants qui accompagnent inévitablement le développement »[19]

LE LEG DE LA PRÉSIDENCE JOKO WIDODO

Arrivé au pouvoir en 2014 en outsider, réélu en 2019 pour un second mandat et bénéficiant d'une immense popularité, Joko Widodo affiche un bilan dans l'ensemble positif, léguant ainsi à l'administration entrante un pays bénéficiant d'un statut renforcé sur la scène internationale et en plein développement économique. Néanmoins, l'établissement de la dynastie Joko Widodo par l'intermédiaire de son fils, son soutien à Prabowo Subianto, ancien militaire et son principal adversaire politique lors de ses deux élections, et ses interférences dans les élections sont autant de facteurs laissant craindre un déclin de la démocratie qui pourrait se poursuivre sous la prochaine administration.

Une politique développementaliste au service de l'économie

Malgré deux mandats impactés économiquement par les conséquences de la pandémie de Covid-19 et celles de la guerre russo-ukrainienne sur les marchés internationaux, Joko Widodo s'est illustré par les résultats positifs de sa politique développementaliste. Depuis 2014[20], la croissance économique indonésienne s'est ainsi maintenue à 5 % (à l'exception des années 2020 et 2021) et l'inflation est restée en deçà de la moyenne des pays de l'ASEAN entre 2019 et 2023, avec un minimum de 1,6 % atteint en 2021 et un maximum de 4,2 % en 2022[21].

Ces bons chiffres sont avant tout le résultat du développement massif des infrastructures indonésiennes. Parmi les plus conséquentes, on compte la ligne de train à grande vitesse reliant Jakarta à Bandung inaugurée en octobre 2023, ou encore la construction de la nouvelle capitale Nusantara (dans la province de Kalimantan Est, sur l'île de Bornéo) dont la fin des travaux était prévue pour l'été 2024, mais qui sera finalement opérationnelle avec du retard. S'il repose sur des financements de l'État indonésien, le développement de ces infrastructures

[19] D. Slater, "Territorial Power and the Peripheral State: The Issue of Decentralization", *Development and Change*, Vol. 20, n°3, 1989, p. 501.
[20] Fond monétaire international. « Real GDP Growth: Indonesia ». https://www.imf.org/external/datamapper/NGDP_RPCH@WEO/IDN
[21] Fonds monétaire international. « Inflation rate, average consumer prices: Indonesia & ASEAN ». https://www.imf.org/external/datamapper/PCPIPCH@WEO/IDN/AS5

a aussi pu voir le jour grâce à une augmentation conséquente des investissements directs étrangers (IDE), passant de 19,18 milliards à 24,7 milliards de dollars entre 2020 et 2022[22]. Cette augmentation des IDE est en partie liée à l'attractivité que représentent les ressources indonésiennes (minières et énergétiques surtout), ainsi qu'à la confiance accordée au système politique indonésien par les investisseurs étrangers.

Afin de financer ses projets de développement, Jakarta a su tirer profit de ses ressources en matières premières. Premier pays producteur mondial de nickel et sixième de bauxite, composants nécessaires respectivement à la fabrication de batteries et d'aluminium, le gouvernement indonésien a interdit l'exportation de nickel brut en 2020[23] et celle de bauxite en 2023[24], afin d'inclure l'Indonésie dans la chaîne mondiale d'approvisionnement en nickel. Une mesure visant non seulement à attirer les investissements étrangers mais également à inciter l'implantation d'usines dans le pays afin de favoriser une hausse du taux d'emploi. Néanmoins, si les entreprises chinoises ont investi 30 milliards de dollars[25] dans la chaîne d'approvisionnement indonésienne en nickel à partir de 2021, notamment dans les parcs industriels de Morowali et Weda Bay[26], elles ont également fait venir leurs propres mains d'œuvre sur place, réduisant ainsi les opportunités de créations d'emplois espérées par le gouvernement indonésien.

L'administration de Joko Widodo a également accéléré l'essor du secteur du numérique, en pleine croissance depuis la pandémie de Covid-19 et qui a bénéficié de l'expansion du commerce en ligne. En 2023, Sri Mulyani, ministre des Finances, a déclaré que le numérique représenterait à lui seul 80 milliards de dollars, soit une augmentation de 8 % par rapport à 2022[27].

Enfin, le dernier facteur ayant contribué au développement de l'économie indonésienne est la mise en place de politiques fiscales favorables aux petites et moyennes entreprises dans la

[22] Banque mondiale. « Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US$) - Indonesia ». https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD?end=2022&locations=ID&start=2014

[23] Cullen Hendrix. « Rethinking Indonesia's Nickel Policies To Power Economic Growth ». *East Asia Forum*. 7 décembre 2023. https://eastasiaforum.org/2023/11/20/rethinking-indonesias-nickel-policies-to-power-economic-growth/

[24] Ayman Falak Medina. « Indonesia To Ban Bauxite Export From June 2023: An Explainer - Indonesia Guide | Doing Business In Indonesia ». *ASEAN Briefing,* s.d. https://www.aseanbriefing.com/doing-business-guide/indonesia/sector-insights/indonesia-to-ban-bauxite-export-from-june-2023-an-explainer

[25] IEA. « Reliable Supply of Minerals – The Role Of Critical Minerals In Clean Energy Transitions ». s. d. https://www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions/reliable-supply-of-minerals

[26] Isabelle Huber. « Indonesia's Nickel Industrial Strategy », Center for Strategic & International Studies, 21 septembre 2022. https://www.csis.org/analysis/indonesias-nickel-industrial-strategy
Angela Tritto, « How Indonesia Used Chinese Industrial Investments to Turn Nickel into the New Gold », Carnegie Endowment for International Peace, 11 avril 2023. https://carnegieendowment.org/2023/04/11/how-indonesia-used-chinese-industrial-investments-to-turn-nickel-into-new-gold-pub-89500

[27] Siwage Sharma Negara, « Jokowi's final act », *East Asia Forum*, 29 janvier 2024. https://eastasiaforum.org/2024/01/29/jokowis-final-act/

continuité du Kredit Usaha Rakyat (KUR)[28], un programme permettant à ces structures d'accéder à un crédit.

Un affaiblissement de la démocratie et l'émergence d'une nouvelle dynastie politique

L'investiture en 2014 de Joko Widodo, ancien homme d'affaires n'appartenant pas à l'*establishment* politique, avait laissé entrevoir l'éventualité d'une rupture avec le phénomène de « démocratie dynastique »[29] ancré au sein du système politique indonésien depuis l'indépendance du pays. Néanmoins, à l'aune de la fin de son second mandat, l'ascension de ses fils dans la sphère politique vient consolider progressivement la « dynastie Widodo », et cela en l'absence d'un parti politique qui lui est propre. En 2020, Muhammad Bobby Afif Nasution, son gendre, est devenu maire de Medan (Sumatra). En 2021, son fils aîné Gibran Rakabuming Raka, entrepreneur qui au début de sa carrière dans le monde des affaires n'avait pas exprimé son souhait de se lancer en politique, a suivi les traces de son père en devenant maire de Surakarta (Java), avant d'être élu à la vice-présidence aux côtés de Prabowo Subianto en février-mars 2024. En septembre 2023, son troisième fils Kaesang Pangarep, entrepreneur et youtubeur âgé de 28 ans, est entré au parti indonésien de la solidarité (PSI), avant d'en devenir le président deux jours plus tard, et affiche sa volonté de présenter sa candidature pour la municipalité de Depok.

Si une filiation politique ne constitue pas nécessairement une menace à la démocratie et que la loi électorale indonésienne de 2017 autorise le chef d'État à faire campagne et à soutenir un candidat à titre privé, certaines restrictions s'appliquent dans le cadre de ses fonctions[30], et Joko Widodo a essuyé des critiques pour manquements aux règles démocratiques et interférences dans la campagne présidentielle. L'exemple le plus probant est l'arrêt rendu en octobre 2023 par la Cour constitutionnelle – dont la direction était assurée par Anwar Usman, le beau-frère de Joko Widodo – accordant l'éligibilité aux candidats en deçà de l'âge minimum légal – établi à 40 ans par la loi électorale indonésienne de 2017 pour prétendre à la présidence ou la vice-présidence indonésienne – si ces derniers ont déjà exercé des fonctions

---

[28] https://kur.ekon.go.id/maksud-dan-tujuan#:~:text=Program%20Kredit%20Usaha%20Rakyat%20(KUR,lembaga%20keuangan%20dengan%20pola%20penjaminan

Latif Adam et Esta Lestari, « Indonesia's Guaranteed Microfinance Programme (KUR): Lessons from the First Stage of Implementation », Journal of Southeast Asian Economies, Vol. 34, No. 2 (August 2017), pp. 322-344. https://www.jstor.org/stable/44684966

[29] Depuis son indépendance en 1949, l'archipel indonésien a vu naître trois grandes familles politiques : la dynastie Habibie, qui fût incarnée par Bacharuddin Jusuf Habibie, président de l'Indonésie de 1998 à 1999 ; la dynastie Yudhoyono, représenté par Susilo Bambang Yudhoyono, président de l'archipel de 2004 à 2014; et la dynastie Megawati, une famille politique s'étendant sur trois générations dont Megawati Sukarnoputri, fille aînée du président Sukarno (1945-1967), elle-même présidente de l'Indonésie de 2011 à 2004 et présidente de l'un des partis indonésiens les plus influents, le Partai Demokrasi Indonesia Perjuangani (PDI-P), est la cheffe de file.

[30] « Law of Republic of Indonesia Number 7 Year 2017 Governing Elections », n°7, 2017. https://aceproject.org/ero-en/regions/asia/ID/indonesia-electoral-code-law-nr.-7-2017

régionales électives significatives. Cette décision controversée et ne reposant pas sur des fondements juridiques ouvrait ainsi l'accès à la campagne électorale à Gibran Rakabuming Raka, âgé de 36 ans et détenteur d'une expérience de trois ans à la tête de la municipalité de Surakarta. Cette controverse a valu à Anwar Usman d'être démis de ses fonctions, pour conflit d'intérêts et « violation grave » du code de l'éthique de la Cour constitutionnelle[31], sans que la Cour ne récuse la participation de Gibran Rakabuming Raka dans la coalition de Prabowo.

Le bilan mitigé de Joko Widodo en matière de lutte contre la corruption[32], la recrudescence d'un certain népotisme, les interférences dans le processus électoral et la fragilisation de certains organes politiques, tels que la Cour constitutionnelle, sont autant de facteurs qui préoccupent les observateurs et replacent la question du déclin démocratique indonésien au cœur des débats. Un déclin qui peut tout de même être nuancé dans la mesure où le pays n'est « pas confronté à une menace aiguë de suspension de la démocratie »[33].

Une volonté de faire de l'Indonésie une grande puissance

Les mandats de Joko Widodo ont replacé les enjeux internationaux au sein de la ligne politique indonésienne. Le président sortant s'est en effet illustré par une politique étrangère qualifiée de « libre et active »[34].

Libre du fait de sa position historique de non-aligné. Héritée de la guerre froide, celle-ci vit le jour lors de la Conférence de Bandung de 1955 avec le « mouvement des non-alignés » initié par Sukarno et repose sur un principe de neutralité à l'égard des grandes puissances. Une position que Jakarta maintient face à la rivalité sino-américaine mais également sur le dossier russo-ukrainien. Si le gouvernement indonésien a condamné l'invasion de l'Ukraine, Joko Widodofut le premier chef d'État asiatique à rencontrer à la fois Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine, gardant ainsi une position neutre à l'égard du conflit. Jakarta, souhaitant s'imposer en médiateur, a également formulé une proposition de plan de paix[35] qui a été réfuté par Kiev. Cette politique de neutralité, qui s'apparente aujourd'hui davantage à celle

[31] Sri Pujianti, « MKMK Berhentikan Anwar Usman dari Jabatan Ketua Mahkamah Konstitusi », Mahkamah Konstitusi Republik Indonesia, 7 novembre 2023. https://www.mkri.id/index.php?page=web.Berita&id=19751&menu=2

[32] Selon l'indice de perception de la corruption de Transparency international, l'Indonésie est passé du 107e rang en 2014 au 115e rang en 2023 des pays perçus comme les moins corrompus, pour un score inchangé s'élevant à 34. Transparency international, « Indice de perception de la Corruption 2023 », 2023. https://www.transparency.org/en/cpi/2023

[33] Thomas Pepinsky, « Indonesia's election reveals its democratic challenges », Brookings Institute, 12 janvier 2024. https://www.brookings.edu/articles/indonesias-election-reveals-its-democratic-challenges/

[34] Humas, « Presiden Jokowi: Indonesia's Foreign Politic is Free and Active, the Benefits Should be Perceived by the People", Secrétariat du Cabinet de la République d'Indonésie, 30 janvier 2015. https://setkab.go.id/en/president-jokowi-indonesias-foreign-politic-is-free-and-active-the-benefits-should-be-perceived-by-the-people/

[35] Ce plan de paix présenté par Prabowo Subianto, ministre de la Défense, proposait la mise en place d'une zone démilitarisée de 15 kilomètres de part et d'autre de la ligne de front contrôlée par les forces de maintien de la paix des Nations unies ainsi que l'organisation de référendums dans les zones contestées. Kanupriya Kapoor, « Indonesia proposes demilitarised zone, UN referendum for Ukraine peace plan », *Reuters*, 3 juin 2023. https://www.reuters.com/world/indonesia-proposes-demilitarised-zone-un-referendum-ukraine-peace-plan-2023-06-03/

d'un multialignement, permet à l'archipel de faire prévaloir ses intérêts stratégiques tout en se maintenant à l'écart de toute confrontation.

Active en raison de son implication au sein d'instances multilatérales. En 2022, l'Indonésie a assuré la présidence du G20 et celle de l'ASEAN en 2023. Elle a par ailleurs participé au sommet du G7 en 2022 et 2023 et à celui des BRICS en 2023. L'archipel est également le premier pays d'Asie du Sud-Est à se porter candidat à l'adhésion de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)[36]. Une étape importante et une potentielle reconnaissance pour Jakarta qui souhaite obtenir le statut de « pays développé » d'ici le centenaire de son indépendance en 2045. À cela s'ajoutent le renforcement de la défense indonésienne, la multiplication des relations bilatérales et accords commerciaux ainsi que l'assise de l'Indonésie dans la région Indo-Pacifique. Autant de facteurs témoignant du regain d'influence de Jakarta sur la scène régionale et internationale.

LES DÉFIS QUI ATTENDENT L'ADMINISTRATION PRABOWO

Si Prabowo Subianto a bénéficié du soutien et de la popularité de Joko Widodo pour son accession au pouvoir après deux échecs face à celui-ci, il devra s'assurer quelques premiers succès sur le plan national pour mener son programme et relever les défis qui attendent son administration. Dans l'attente de son investiture, Prabowo Subianto a appelé à une « unité nationale »[37] essentielle pour la définition de son agenda politique et pour faciliter la formation de son futur gouvernement.

Convaincre pour construire une unité gouvernementale et nationale

Une unité remise en question par une contestation des résultats de l'élection présidentielle

L'unité du pays a été entravée par la contestation des résultats électoraux dans les jours qui ont suivi l'annonce officielle de la victoire du duo Prabowo-Gibran par la KPU le 20 mars 2024. Anies Baswedan et Ganjar Pranowo ont tous deux entamé un recours judiciaire auprès de la Cour constitutionnelle, dénonçant une fraude électorale et demandant l'organisation de nouvelles élections. Parmi les motifs figuraient notamment les conditions d'accession du candidat Gibran Rakabuming Raka à la campagne électorale et les « intimidations » dont les

[36] Les discussions autour de l'adhésion de l'Indonésie à l'OCDE ont été relancées le 20 février 2024 et une feuille de route a été adoptée par le Conseil de l'OCDE le 19 mars 2024. OCDE, « Adhésion à l'OCDE ». https://www.oecd.org/fr/juridique/procedure-adhesion.htm

[37] Theressia Silalahi et Andriadi P Putra, « Prabowo Subianto's Victory Speech : Uniting Indonesia for Prosperity », *Jakarta Globe*, 21 mars 2024. https://jakartaglobe.id/news/prabowo-subiantos-victory-speech-uniting-indonesia-for-prosperity

membres des coalitions perdantes auraient fait l'objet[38]. Ce recours a néanmoins été rejeté le 22 avril 2024 pour manque de preuves[39], empêchant une possibilité d'appel pour les deux opposants et réaffirmant l'accession de Prabowo Subianto au pouvoir.

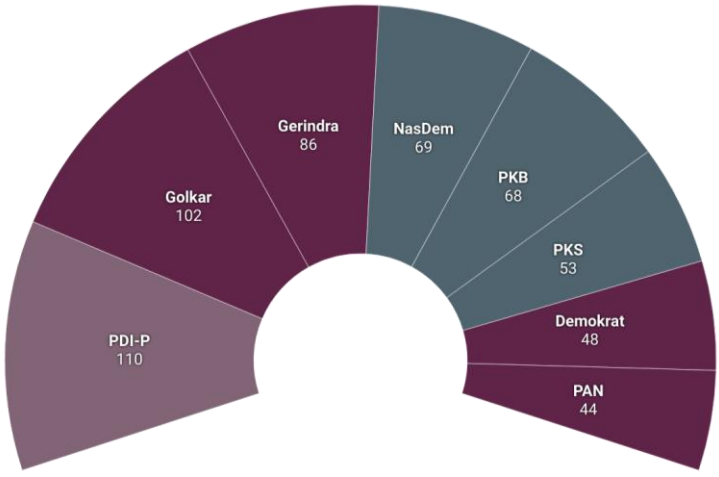
La nécessité de constituer une majorité au sein de la Chambre des représentants

La formation d'une « unité nationale » et gouvernementale repose désormais sur la capacité du duo présidentiel à rallier de nouveaux partis en vue d'obtenir une majorité au sein de la Chambre des représentants (*Dewan Perwakilan Rakyat (DPR)*). Malgré sa victoire écrasante à l'élection présidentielle, la coalition *Koalisi Indonesia Maju*[40] n'a en effet remporté que 47,4 % des suffrages, soit 280 sièges sur 580 au Conseil représentatif du peuple.

Graphique 1 : Résultats des élections législatives indonésiennes 2024

Partis élus aux législatives ayant soutenus des candidats pendant les élections présidentielles les candidats (positionnement au 14 février 2024) :

- Prabowo Subianto – Gibran Rakabuming Raka
- Anies Baswedan – Muhaimin Iskandar
- Ganjar Pranowo – Mahfud MD



Sources : KPU[41]

[38] Dio Suhenda et Nur Janti, « Failed Election Candidates Place Hopes In Court Proceedings », *The Jakarta Post*, 22 mars 2024. https://www.thejakartapost.com/indonesia/2024/03/22/failed-election-candidates-place-hopes-in-court-proceedings.html

[39] Sebastian Strangio, « Indonesian Court Rejects Petitions Seeking Rerun of Presidential Election », *The Diplomat*, 23 avril 2024. https://thediplomat.com/2024/04/indonesian-court-rejects-petitions-seeking-rerun-of-presidential-election/

[40] La coalition *Koalisi Indonesia Maju* est composée des partis indonésiens suivant : le Golkar (*Partai Golongan Karya*), le Gerindra (*Partai Gerakan Indonesia Raya*), le PAN (*Partai Amanat Nasional*), le Demokrat (Partai Demokrat). Le reste des membres de la coalition, à savoir le PSI, le Gelora, le PBB et le Garuda, n'a pas obtenu de sièges au Chambre des représentants.

[41] KPU, « Rekapitulasi Hasil Pemilu Legislatif DPR RI 2024 ». https://pemilu2024.kpu.go.id/pilegdpr/rekapitulasi

Après un « appel à l'unité »[42] formulé par le candidat élu à l'issue de la promulgation des résultats par la KPU, Prabowo Subianto a rallié le NasDem, ancien soutien d'Anies Baswedan, parti le plus enclin à rejoindre le gouvernement et le Parti du réveil national (*Partai Kebangkitan Bangsa* (PKB)). Le Parti de la justice et de la prospérité (*Partai Keadilan Sejahtera* (PKS)) inscrit dans l'opposition depuis une dizaine d'années, pourrait également rejoindre la coalition présidentielle[43].

Le Parti démocratique indonésien de la lutte (*Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan* (PDI-P)), parti de centre gauche représenté par Joko Widodo lors des deux précédentes élections présidentielles, compte quant à lui s'inscrire dans l'opposition. S'il est arrivé en tête avec 16,7 % des scrutins et a obtenu 110 sièges, il a perdu 18 sièges par rapport aux élections de 2019 et devra s'allier à d'autres partis afin de constituer une force d'opposition solide. Le PDI-P a également confirmé que Joko Widodo ne figurerait plus parmi les membres du parti alors que celui-ci a initié des discussions avec Megawati Sukarnoputri, à la tête du PDI-P, en vue de la formation du prochain gouvernement.

Ainsi, la composition gouvernementale sera influencée par ce jeu d'alliances politiques. Si le nouveau cabinet de Prabowo Subianto et Gibran Rakabuming Raka n'a pas encore été annoncé, le président élu a proposé un plan visant à élargir son gouvernement à 40 ministres, aujourd'hui limitée à 34 par une loi promulguée en 2008[44]. Cette mesure soutenue par la coalition présidentielle est largement critiquée car le financement de nouveaux postes pèserait davantage sur les dépenses publiques et pourrait nuire à l'efficacité gouvernementale en cas de chevauchement des responsabilités. Joko Widodo quant à lui contribuera à l'élaboration de la future administration qui se voudrait technocratique. Il bénéficiera notamment d'une oreille attentive en ce qui concerne les postes attribués aux affaires économiques en raison de son expérience avérée en la matière[45].

Droits humains : une administration attendue sur la question et un président dont le passé suscite la controverse

Si Prabowo a été élu dès le premier tour, notamment en bénéficiant de la dispersion d'une opposition désorganisée par le soutien que lui a apporté Joko Widodo, son passé de militaire et les accusations de violation des droits humains dont il a fait l'objet ne sont pas passés sous

[42] Theressia Silalahi et Andriadi P Putra, « Prabowo Subianto's Victory Speech: Uniting Indonesia for Prosperity », *Jakarta Globe*, 21 mars 2024. https://jakartaglobe.id/news/prabowo-subiantos-victory-speech-uniting-indonesia-for-prosperity

[43] Yerica Lai, « Political parties begin repositioning talks after Prabowo's victory », *The Jakarta Post*, 23 avril 2024. https://www.thejakartapost.com/indonesia/2024/04/23/political-parties-begin-repositioning-talks-after-prabowos-victory.html

[44] Yerica Lai, « Prabowo's cabinet expansion plan raises budget concerns », 18 mai 2024. https://www.thejakartapost.com/indonesia/2024/05/18/prabowos-cabinet-expansion-plan-raises-budget-concerns.html

[45] News Desk, « Prabowo to involve Jokowi in forming new cabinet: aide », *The Jakarta Post*, 23 février 2024. https://www.thejakartapost.com/indonesia/2024/02/23/prabowo-to-involve-jokowi-in-forming-new-cabinet-aide.html

les radars. En tant que gendre de l'ancien dictateur Suharto (1967-1998), Prabowo Subianto a fait carrière en tant que commandant des Forces spéciales terrestres indonésiennes (Kopassus) puis comme commandant et général du Commandement de la réserve stratégique de l'armée (Kostrad) entre 1976 et 1998. C'est sous ces responsabilités qu'il est accusé non seulement d'avoir contribué à l'enlèvement et à la torture de militants lors des manifestations prodémocratie qui se sont tenues contre le régime Suharto en 1997 et 1998, mais aussi d'avoir participé à la violation de droits de l'homme en Papouasie et au Timor oriental[46]. Ainsi, si le président élu est parvenu à convaincre pendant sa campagne en bénéficiant du soutien du président sortant et en revêtant une figure de « grand-père » auprès de la jeune génération, le passé de Prabowo Subianto renvoie l'Indonésie aux heures les plus sombres de son histoire post-coloniale.

Au regard de son passé, Prabowo Subianto est donc attendu au tournant quant à sa gestion de la protection et promotion des droits humains[47]. Joko Widodo avait amorcé des démarches en faveur de la reconnaissance des crimes commis par l'État indonésien avant sa présidence[48] mais celles-ci n'avaient pas été suivies d'actions concrètes, laissant de nombreuses victimes dans l'attente que justice soit rendue. On peut dès lors questionner l'engagement de Prabowo Subianto quant à la reprise de ce dossier et à la mise en place d'enquêtes transparentes et impartiales.

Au recul de la démocratie vient donc s'ajouter un risque réel de stagnation voire de dégradation des droits humains en Indonésie, un élément dont l'opposition ainsi que la société civile indonésienne et la communauté internationale se saisiront probablement au cours de son mandat.

Maintenir les avancées économiques initiées sous Joko Widodo

Dans le cadre du Visi Indonesia Emas 2045[49], Jakarta ambitionne d'atteindre le statut d'économie développée d'ici la célébration du 100e anniversaire de l'indépendance de la République d'Indonésie. Un projet ambitieux dans lequel la nouvelle administration compte s'inscrire en poursuivant l'agenda économique initié par Joko Widodo. À ce titre, Prabowo Subianto et Gibran Rakabuming Raka ont annoncé dans leur programme qu'ils continueraient de contribuer au développement d'infrastructures dans l'archipel, à commencer par la

[46] *Reuters*, « Once disgraced, ex-general Prabowo tipped for presidency after makeover », The Jakarta Post, 24 octobre 2023. https://www.thejakartapost.com/indonesia/2023/10/24/once-disgraced-ex-general-prabowo-tipped-for-presidency-after-makeover.html

[47] Usman Hamid, « Incoming Prabowo government must uphold human rights », 25 mars 2024. https://www.thejakartapost.com/opinion/2024/03/25/incoming-prabowo-government-must-uphold-human-rights.html

[48] Parmi lesquels il mentionne les massacres perpétrés à l'encontre des communistes et de la communauté chinoise en 1965 et 1966, la répression des manifestations de 1998 ou encore les violations des droits humains commises dans la province d'Aceh (1988-1989), au Timor-Oriental ou en Papouasie indonésienne et occidentale (2001 et 2003).

[49] Site internet « Indonesia Emas 2045 ». https://indonesia2045.go.id

construction de la nouvelle capitale Nusantara, afin de répartir plus équitablement la croissance économique dans le pays et de « créer des pôles de croissance en dehors de Java »[50]. Ils poursuivront également la politique de soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie énergétique qu'ils considèrent comme moteurs de la croissance indonésienne[51]. Dans ce contexte, l'administration devra rester vigilante sur plusieurs points.

D'une part, elle doit mesurer le risque de miser une grande partie de son économie sur l'extraction et la production de nickel. Alors que Jakarta a réalisé de nombreux investissements dans cette industrie pour tenter d'intégrer la chaîne d'approvisionnement mondiale de véhicule électrique avec des batteries composées de nickel, manganèse et cobalt (NMC), celle-ci se retrouve concurrencée par Pékin qui propose des batteries en lithium, fer et phosphate (LFP) sur lesquels Tesla mise dans le cadre de la production des Tesla Model 3. Bien que le gouvernement ne craigne pas la diminution de la demande de nickel mondiale[52], Prabowo et Gibran ont exprimé leur volonté de développer en parallèle la production biodiesel et bioéthanol (réalisée à partir d'huile de palme, de canne à sucre et de manioc) ainsi que de capitaliser sur l'énergie solaire, éolienne, hydraulique et géothermique afin de faire de l'Indonésie « le roi de l'énergie verte mondiale »[53]. Une manière peut-être, sur le plan énergétique, de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier.

D'autre part, la future administration Prabowo devra veiller à conserver un climat d'investissement favorable pour mener à terme ses projets de développement infrastructurels. Certes, l'absence de second tour devrait réduire les incertitudes et de fait conforter les investisseurs à se projeter. Néanmoins, au-delà de rassurer elle doit également convaincre de nouveaux investisseurs, notamment étrangers. La majeure partie des investissements directs étrangers (IDA) de Jakarta provient du continent asiatique. Par ailleurs, si aujourd'hui la Chine est le premier partenaire commercial de l'Indonésie et son investisseur le plus important après Singapour, Jakarta doit diversifier les IDE sur son territoire afin de réduire sa dépendance à l'égard de Pékin.

[50] Voir la quatorzième des 17 priorités définies par le Programme électoral de Prabowo et Gibran. « 17 Program Prioritas », Prabowo Gibran 2024, consulté le 29 mars 2024. https://prabowogibran2.id/17-program-prioritas/

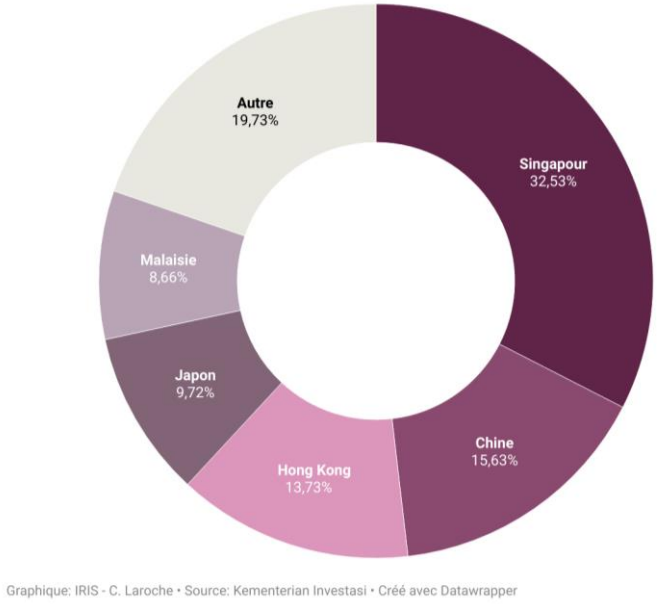
[51] Voir les première, douzième, quatorzième et quinzième des 17 priorités définies par le Programme électoral de Prabowo et Gibran. « 17 Program Prioritas », Prabowo Gibran 2024, consulté le 29 mars 2024. https://prabowogibran2.id/17-program-prioritas/

[52] Jayanty Nada Shofa, « Indonesian Nickel Will Always Be in Demand, Gov't Says », *Jakarta Globe*, 1er mars 2024. https://jakartaglobe.id/business/indonesian-nickel-will-always-be-in-demand-govt-says

[53] Voir la première des 17 priorités définies par le Programme électoral de Prabowo et Gibran. « 17 Program Prioritas », Prabowo Gibran 2024, consulté le 29 mars 2024. https://prabowogibran2.id/17-program-prioritas/

Graphique 2 : Répartition des investissements directs étrangers en Indonésie en 2023

En 2023, l'Indonésie comptabilise 47,34 milliards de dollars d'investissements directs étrangers. Singapour est le premier investisseur étranger en Indonésie (15,4 milliards de dollars) suivi de la Chine (7,4 milliards de dollars), de Hong Kong (6,5 milliards de dollars), du Japon (4,6 millions de dollars) et la Malaisie (4,1 milliards de dollars).



Sources : Kementerian Investasi (BKPM)[54]

Enfin, la future administration doit faire face à certaines restrictions fiscales si elle souhaite concilier la croissance économique annuelle entre 6 et 7 % promise par Prabowo Subianto et le financement des mesures populistes qu'il envisage[55]. Alors que la présidence de Joko Widodo s'inscrivait dans un contexte de prudence fiscale encadré par la ministre des Finances Sri Mulyani Indrawati, Prabowo a annoncé pendant sa campagne vouloir rehausser le déficit budgétaire à 6 % du PIB pour atteindre les objectifs de croissance fixés, tandis que celui-ci est à ce jour plafonné à 3 % par la loi de 2003 sur les finances de l'État[56]. Une mesure qui dépendra notamment du soutien des différents partis apporté à la coalition présidentielle à la Chambre des représentants et qui peut entrainer certains risques pour la stabilité économique du pays[57]. En effet, une hausse du déficit budgétaire devra être financée par de nouveaux emprunts et contribuera de fait à une augmentation de la dette publique

[54] Kementarian Investasi, *Investment Realization: Quarter IV 2023 and January-December 2023*, 24 janvier 2024. https://www.kemlu.go.id/download/L1NoYXJlZCUyMERvY3VtZW50cy8xLiUyMFRBSFVOJTIwMjAyNC9QdWJsaWtfUGFwYXJhbiUyMEJhaGFzYSUyMEluZ2dyaXNfVFclMjBJViUyMDIwMjMucGRm

[55] Parmi ses mesures phares figure notamment la distribution gratuite de repas et de lait à 50 millions d'enfants indonésien, une mesure qui a suscité de nombreux débat après l'élection de Prabowo Subianto puisque celle-ci coûte à elle seule 30 milliards de dollars.

[56] « Elucidation of Law of the Republic of Indonesia Number 17 of 2003 on State Finance », n°17, article 12, section 3, 2003. https://www.peraturan.go.id/files2/uu-no-17-tahun-2003_terjemah.pdf

[57] Comité de rédaction, « Prabowo's fiscal constraints », *The Jakarta Post*, 24 février 2024. https://www.thejakartapost.com/opinion/2024/02/24/prabowos-fiscal-constraints.html

indonésienne, déjà en hausse depuis plusieurs années[58] en raison de la politique développementaliste mise en place par Joko Widodo.

Au-delà de ces défis, la politique économique de Prabowo Subianto devrait également être marquée par un retour du protectionnisme dans d'autres secteurs que l'industrie du nickel et un interventionnisme d'État plus affirmé si l'on en croit ses précédentes prises de paroles du président élu. Une variable qui dépendra peut-être de l'influence que le président sortant maintiendra au sein de la future administration.

Quelle politique pour répondre à la crise climatique ?

La question du défi climatique constitue un enjeu majeur pour Jakarta. Figurant parmi les dix principaux émetteurs de gaz à effet de serre au monde, l'Indonésie est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, en témoignent les catastrophes naturelles (tsunamis, incendies, tremblements de terre, inondations etc.) auxquelles elle a été sujette ces dernières décennies. Même si les mesures mises en place sous l'administration Widodo pendant son second mandat ont permis certaines avancées sur le plan climatique, telles que la réduction des incendies forestiers[59], le développement économique de l'Indonésie jugé « anthropocène » par certains activistes continue de contribuer à la dégradation du climat. Comment le candidat élu compte-t-il donc adresser cette problématique du changement climatique ?

Bien que la question climatique ait été assez peu abordée au cours des débats présidentiels, la déclaration de Prabowo Subianto au Mandiri Investment Forum 2024 « personne ne devrait donner des leçons à l'Indonésie en matière de changement climatique »[60] inquiète la société civile et les militants écologistes quant à ses engagements environnementaux sur les années à venir. Prabowo et Gibran ont affirmé vouloir s'inscrire dans la continuité de la politique mise en place jusqu'à présent par Joko Widodo en faisant de la sécurité alimentaire et de la transition énergétique des priorités de leur mandat[61].

D'une part, le duo perpétuera la mise en place du Food Estate Program visant à étendre les surfaces agricoles afin d'accroitre la production de manière durable. Si cette mesure implantée principalement à Kalimantan (partie indonésienne de Bornéo) vise à pallier le

[58] Banque mondiale, « Central government debt, total (% of GDP) - Indonesia », consulté le 3 avril 2024. https://data.worldbank.org/indicator/GC.DOD.TOTL.GD.ZS?locations=ID

[59] Les pertes de couvertures de forestières provoquées par des incendies sont passées de 231 000 hectares en 2014 à 27 700 hectares (ha) 2022, avec un pic à 729 000 ha en 2016. « Indonesia », Global Forest Watch, consulté le 8 avril 2024. https://gfw.global/4aqRu5h

[60] Citation originale : « No one should teach Indonesia about climate change ». Firdaus Cahyadi, « Bad signs of climate crisis policy from Indonesia's Prabowo-Gibran presidential pair », Eco-Business, https://www.eco-business.com/opinion/bad-signs-of-climate-crisis-policy-from-indonesias-prabowo-gibran-presidential-pair/

[61] « 17 Program Prioritas », Prabowo Gibran 2024, consulté le 29 mars 2024. https://prabowogibran2.id/17-program-prioritas/

déficit alimentaire ayant contraint le gouvernement à importer des denrées telles que le riz, le maïs, le blé, l'ail ou le soja sur les dernières années[62], elle est également accusée de contribuer à la déforestation[63].

D'autre part, certaines réserves émergent quant à l'impact climatique de la transition énergétique suggérée par la future administration. Si les futurs président et vice-présidents souhaitent faire de l'Indonésie « le roi de l'énergie verte », celle-ci reposera principalement sur la production de biodiesel ou de bioéthanol, dont les principaux composant seront le maïs, le manioc mais aussi l'huile de palme, une industrie responsable depuis plusieurs années de la destruction d'une partie de la forêt primaire indonésienne pour la plantation de palmeraies. Par ailleurs, cette transition est quelque peu questionnée par la signature le 30 janvier 2024 de la régulation présidentielle n°14 par Joko Widodo[64] envisageant le captage et le stockage de carbone comme solution à la crise climatique. Une solution susceptible de retarder la fin de l'exploitation des énergies fossiles au profit d'énergies renouvelables[65]. Enfin, le dernier facteur majeur susceptible de remettre en question cette transition vers les énergies dites « vertes » n'est autre que les liens qu'entretient Prabowo Subianto avec l'industrie minière et du charbon. Au-delà du soutien que celui-ci avait pu recevoir lors de sa campagne de 2019 de propriétaires de capitaux dans le secteur minier, le président élu est également lui-même actionnaire de PT Nusantara Energy et de PT Nusantara Kaltim Coal[66] selon Jaringan Advokasi Tambang (JATAM), accroissant ainsi les conflits d'intérêts.

UNE ENTRÉE EN FONCTION DANS UN CLIMAT D'INCERTITUDES GÉOPOLITIQUES

Selon le *Visi Indonesia Emas 2045*, Jakarta a la volonté de faire de l'Indonésie un acteur majeur de la scène internationale d'ici à 2045. Une ambition que l'administration Prabowo gardera comme fil rouge alors que le gouvernement naviguera dans un climat géopolitique complexe marqué entre autres par la rivalité sino-américaine ou la recrudescence des conflits (conflits

[62] Hendriyo Widi, « Prabowo-Gibran's agricultural development is not only about production », *Kompas*, 27 mars 2024. https://www.kompas.id/baca/english/2024/03/26/en-prabowo-gibran-berkomitmen-membangun-pertanian-yang-tak-hanya-kejar-produksi

[63] Firdaus Cahyadi, « Bad signs of climate crisis policy from Indonesia's Prabowo-Gibran presidential pair », *Eco-Business*, 12 mars 2024. https://www.eco-business.com/opinion/bad-signs-of-climate-crisis-policy-from-indonesias-prabowo-gibran-presidential-pair/

[64] Ahmad Arif, « Presidential Decree on Carbon Capture and Storage Obscures the Direction of Indonesia's Energy Transition », *Kompas*, 31 janvier 2024. https://www.kompas.id/baca/english/2024/01/31/en-perpres-penangkapan-dan-penyimpanan-karbon-mengaburkan-arah-transisi-energi-indonesia

[65] *Ibid*

[66] Firdaus Cahyadi, « Bad signs of climate crisis policy from Indonesia's Prabowo-Gibran presidential pair », *Eco-Business*, 12 mars 2024. https://www.eco-business.com/opinion/bad-signs-of-climate-crisis-policy-from-indonesias-prabowo-gibran-presidential-pair/

à Gaza et en Ukraine). Face à cet horizon international incertain et alors que les intérêts nationaux ont davantage primé lors de la campagne, quel positionnement le président élu envisage-t-il d'adopter en matière de politique étrangère ?

Face à la rivalité sino-américaine, la poursuite d'une politique historique de non-alignement

2025 marque l'année du 70e anniversaire de la conférence de Bandung (18-24 avril 1955), au cours de laquelle 29 pays asiatiques et africains manifestèrent le refus d'entrer dans la logique de Guerre froide opposant Washington et Moscou. L'Indonésie contemporaine incarne-t-elle cette volonté de rester en dehors des compétitions entre grandes puissances, aujourd'hui Washington et Pékin ? Lors de sa campagne électorale, Prabowo Subianto a affirmé vouloir s'inscrire dans la continuité de la politique de non-alignement suivie par l'Indonésie depuis les années 1950.

L'Indonésie adopte un positionnement en retrait de la rivalité sino-américaine afin de tirer le meilleur parti de ce que ces deux puissances ont à offrir d'un point de vue économique et stratégique. Jakarta entretient des liens économiques étroits avec Pékin, en témoigne son statut de premier partenaire commercial de l'Indonésie et des importants investissements que la Chine réalise dans l'archipel. Sur invitation de Xi Jinping, Prabowo a effectué sa première visite en tant que président élu (mais non investi) en Chine au cours de laquelle il a réaffirmé sa volonté de renforcer les liens entre Pékin et Jakarta en matière de développement et a qualifié Pékin de « partenaire clé dans la coopération en matière de défense pour garantir une stabilité et une paix régionale »[67]. Une déclaration qui envisage une coopération plus large alors que les deux rencontrent des différends sur le plan sécuritaire en mer de Chine méridionale : la ligne des dix traits revendiquée par Pékin traverse en effet la zone économique exclusive (ZEE) indonésienne autour des îles Natuna[68]. Du côté des États-Unis, la coopération entre Jakarta et Washington s'est avant tout révélée d'ordre sécuritaire. Sur le plan économique, les États-Unis ont principalement investi historiquement dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. Une coopération qui a été source de tensions avec les populations locales à la suite de l'implantation de l'entreprise américaine Freeport en Papouasie[69] ou de la Mobile Oil. Aujourd'hui, de nouvelles opportunités s'ouvrent entre les

[67] Agencies, « Prabowo promises close ties with China in meeting with Xi », *The Jakarta Post*, 2 avril 2024. https://www.thejakartapost.com/world/2024/04/02/prabowo-promises-close-ties-with-china-in-meeting-with-xi.html

[68] Au titre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, l'Indonésie s'est vue accordée la souveraineté sur les îles de Natuna et les 370 kilomètres de ZEE qui l'entoure. Les revendications de Pékin sur ce territoire ont été à l'origine de plusieurs épisodes de tensions entre les deux pays, notamment du fait de la présence de navires de pêche chinois dans la ZEE indonésienne.

[69] Sous la dictature Suharto, président de l'Indonésie de 1967 à 1998, et dans un contexte de crise économique, l'entreprise Freeport avait signé un accord économique avec l'Indonésie en échange de droits d'exploration et d'exploitation de gisements miniers sur l'île de Papouasie, qui devait prendre fin en 1991 mais qui a été renouvelé jusqu'en 2041. Un accord qui a cristallisé les tensions entre la communauté papoue et le gouvernement indonésien, la population accusant les autorités

deux pays par l'intermédiaire de la signature en 2023 du *Comprehensive strategic partnership* (CSP) entre l'ASEAN et les États-Unis, qui prévoit entre autres une coopération plus accrue dans les domaines de l'économie (secteur des semi-conducteurs et aide à la transition énergétique de l'Indonésie notamment), de la défense (sécurité maritime, lutte contre le terrorisme) mais aussi de la santé[70]. Par ailleurs, l'évolution de la relation entre Washington et Jakarta dépendra évidemment du résultat de l'élection présidentielle américaine de novembre 2024. En revanche, le gouvernement indonésien reste méfiant à l'égard de la politique étrangère américaine. Il a formulé des critiques à l'égard de la création d'AUKUS, déplore l'intérêt inconstant de Washington pour l'Asie du Sud-Est et sa tendance à ne pas considérer la région comme un partenaire indépendant mais plutôt comme un dérivé de sa politique à l'égard de la Chine.

En ce qui concerne les relations de l'Indonésie avec les pays occidentaux, l'investiture de Prabowo Subianto risque de renforcer le clivage entre le Sud global, dont se revendique l'Indonésie, et l'Occident. La réaction de l'Occident au conflit à Gaza et son positionnement à l'égard d'Israël ont été mal perçus dans l'archipel. Au-delà du soutien historique apporté à la question palestinienne côté indonésien, un sentiment de deux poids deux mesures plane à Jakarta puisque Tel-Aviv n'a pas fait l'objet de sanction alors que l'Indonésie a été soumise à un embargo à l'issue de l'invasion du Timor oriental et du conflit qui en a découlé. Par ailleurs, Prabowo adopte un tempérament sensiblement plus nationaliste que Joko Widodo et ses déclarations sont plus critiques à l'égard de l'Occident. Il avait notamment affirmé que l'Indonésie « n'avait plus besoin de l'Europe », dénonçant ainsi l'adoption en mai 2023 du Règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts (EUDR)[71] interdisant de fait l'importation d'huile de palme en Europe et ce alors que le continent était le troisième plus gros importateur d'huile de palme pour Jakarta.

---

et Washington de piller leurs richesses et dénonçant l'impact de pollution générée par l'exploitation des mines. L'implantation de l'entreprise Mobile Oil avait elle aussi été source de tension entre les autorités indonésiennes et le Mouvement pour un Aceh libre (*Gerakan Aceh Merdeka*)

[70] « Joint Statement from the Leaders of the United States and the Republic of Indonesia : Elevating Relations to a Comprehensive Strategic Partnership », Maison Blanche, 14 novembre 2023. https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/11/13/joint-statement-from-the-leaders-of-the-united-states-and-the-republic-of-indonesia-elevating-relations-to-a-comprehensive-strategic-partnership/

[71] « Regulation (EU) 2023/1115 of the European Parliament and of the Council of 31 May 2023 on the making available on the Union market and the export from the Union of certain commodities and products associated with deforestation and forest degradation and repealing Regulation (EU) No 995/2010 (Text with EEA relevance) », Parlement européen, 9 juin 2023. http://data.europa.eu/eli/reg/2023/1115/oj

Face à la montée des tensions internationales, le déploiement d'une politique étrangère et de défense

Si la politique étrangère de la nouvelle administration s'inscrira dans la diplomatie « libre et active » initiée par Joko Widodo, le président Prabowo a également déclaré faire de la défense l'une de ses priorités pour son mandat[72].

Faire émerger de nouvelles priorités stratégiques en matière de défense

La question de la lutte contre le terrorisme a été au cœur de l'agenda sécuritaire indonésien ces dernières années. Le premier mandat de Joko Widodo a été particulièrement actif en la matière, notamment à travers la mise en place en 2018 de l'initiative « ASEAN Our Eyes »[73] et du programme *Bela Negara*[74], ou encore *via* l'amendement controversé de la loi antiterroriste (*Undang-Undang Anti-Terorisme n°5/2018*[75]) du 25 mai 2018. Or ce sujet n'a pas particulièrement été approfondi ni sous le mandat de Prabowo en tant que ministre de la Défense ni lors du troisième débat de l'élection présidentielle, alors que la nouvelle administration sera amenée à renouveler ou non le Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent initié par Joko Widodo et devant expirer en 2024[76].

Lors de la campagne, Prabowo Subianto s'est en effet davantage exprimé sur la menace sécuritaire que pouvait représenter l'émergence d'un potentiel conflit en mer de Chine méridionale. Il a souligné la nécessité pour l'archipel de renforcer les capacités militaires (et en autres maritimes) indonésiennes, notamment en vue de protéger la souveraineté de l'Indonésie sur les îles et la mer de Natuna.

---

[72] En témoigne la neuvième des 17 priorités définies par le Programme électoral de Prabowo et Gibran. « 17 Program Prioritas », Prabowo Gibran 2024. https://prabowogibran2.id/17-program-prioritas/
Ainsi que les déclarations de Prabowo lors de sa campagne : CSIS Indonesia, « Pidato Calon Presiden Republik Indonesia : Arah Dan Strategi Politik Luar Negeri », 13 novembre 2023. https://www.youtube.com/watch?v=mpZdLC2tRRI

[73] « ASEAN Our Eyes » est une Initiative régionale visant à accroître le partage de renseignement entre les pays membres de l'ASEAN pour lutter contre la menace terroriste. « "Our Eyes" Initiative Concept Paper », 12th ASEAN Defence Ministers' Meeting, 19 octobre 2018.
https://admm.asean.org/dmdocuments/2018_Oct_12th%20ADMM_Singapore,%2019%20October%202018_%5BFinal%5D%20Our%20Eyes%20Initiative%20Concept%20Paper.pdf

[74] « Bentuk dan wujud penerapan sikap dan peilaku Bela Negara », ministère de la Défense de la République d'Indonésie, 28 août 2018. https://www.kemhan.go.id/pothan/2018/08/28/bentuk-dan-wujud-penerapan-sikap-dan-perilaku-bela-negara.html

[75] La révision de cette loi avait notamment suscité de vives réactions au sein de la société civile. Celles-ci laissaient craindre un risque de détérioration des droits humains en raison des marges de manœuvres supplémentaires en matière de sécurité interieure accordées à la police nationale (POLRI) ainsi qu'au forcées armées indonésiennes (TNI). « Perubahan atas Undang-Undang Nomor 15 Tahun 2003 tentang Penetapan Peraturan Pemerintah Pengganti Undang Undang Nomor 1 Tahun 2002 tentang Pemberantasan Tindak Pidana Terorisme Menjadi Undang-Undang », Gouvernement central d'Indonesie, n°15, 2003. https://peraturan.bpk.go.id/Details/82689/uu-no-5-tahun-2018

[76] Chaula Rininta Anindya, *Indonesia's Presidential Debate: Questioning the Future of Counterterrorism*, RSIS, 22 janvier 2024. https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/idss/ip24006-indonesias-presidential-debate-questioning-the-future-of-counterterrorism/?doing_wp_cron=1712678935.1465790271759033203125

Moderniser et diversifier l'armement indonésien

En tant qu'ancien militaire, Prabowo avait déjà fait de la défense une priorité lorsqu'il était ministre sous Joko Widodo. Alors que les dépenses en matière de défense ne représentaient que 0,7 % du PIB en 2022[77], le président sortant a annoncé fin 2023 une augmentation de ces dépenses de 20 % d'ici à fin 2024[78], faisant passer le budget de la défense de 20,75 à 25 milliards de dollars. Cette décision tend notamment à pallier le manque de modernisation dont fait preuve l'armement indonésien depuis la fin des années Suharto, notamment à cause de la crise économique qui a touché le pays sous sa dictature et de l'embargo américain imposé sur la vente d'arme pour violation des droits humains par l'Indonésie au Timor oriental.

En tant que ministre de la Défense, Prabowo Subianto a donc multiplié les signatures de contrats pour étoffer l'arsenal militaire indonésien. Alors que Jakarta disposait principalement d'équipements russes au début du XXIe siècle[79], celle-ci a veillé à diversifier ses achats afin de ne pas accroître sa dépendance à l'égard de Moscou et de limiter le risque de faire à nouveau l'objet de sanctions. La promulgation du *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*[80] a notamment incité l'archipel à se tourner vers des pays occidentaux pour la signature d'accords sur l'achat de nouveaux équipements : 42 Rafales et deux sous-marins de classe Scorpène à la France en 2022 ; 36 avions de combat F-15EX, des avions de chasse et des hélicoptères de transport aux États-Unis respectivement en 2022 et 2023 et un navire de sauvetage sous-marin au Royaume-Uni[81]. En parallèle de ces investissements, l'Indonésie a fait l'acquisition de 12 drones à la Turquie. Elle avait également signé l'achat de 12 Mirages 2000-5 auprès du Qatar en 2022, mais celle-ci fut abandonnée en février 2024. Par ailleurs, le pays investit conjointement avec la Corée du Sud dans des projets de développement militaire, incluant notamment le financement d'un avion de chasse KFX. Le développement de cet arsenal militaire se poursuivra sous la présidence de Prabowo.

---

[77] Banque mondiale, « Military expenditure (% of GDP) - Indonesia ». https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.GD.ZS?locations=ID

[78] « Indonesia approves rise of 20% in defense spending through 2024 », *Reuters*, 30 novembre 2023. https://www.reuters.com/world/asia-pacific/indonesia-approves-20-rise-defence-budget-by-2024-2023-11-30/

[79] L'Indonésie était très dépendante de la Russie en matière d'armement au début du XXIe siècle et disposait entre autres d'avions de chasse Sukhoi Su-30 et Su-27, d'hélicoptères Mi-35P et Mi-17, de véhicules blindés BMP-3 et de missiles antinavires.
« Indonésie : une alliance historique à l'épreuve – Trois questions à Giland Kembara », Institut Montaigne, 5 août 2022. https://www.institutmontaigne.org/expressions/indonesie-une-alliance-historique-lepreuve

[80] Cette loi états-unienne promulguée en 2017 impose de nouvelles sanctions à la Russie, la Corée du Nord et l'Iran et par extension menace de sanctionner tout pays effectuant des acquisitions d'armes auprès de ces pays. « Countering America's Adversaries through Sanctions Act », Congrès américain, 2 août 2017. https://congress.gov/115/plaws/publ44/PLAW-115publ44.pdf

[81] Fitri Bintang Timur et Jovita Komala, « Indonesia's defense shopping spree, *East Asia Forum*, 4 mai 2022. https://eastasiaforum.org/2022/05/04/indonesias-defence-shopping-spree/

L'Indonésie comme puissance régionale stabilisatrice, notamment en Indo-Pacifique

Au cours de sa campagne, Prabowo Subianto a affiché sa volonté de faire de l'Indonésie « un bon voisin » en renforçant ses liens avec les pays d'Asie du Sud-Est[82]. Un objectif qui ne semble pas s'écarter rigoureusement des intentions de Jakarta dans la région depuis plusieurs années et de la stratégie en Indo-Pacifique régit par l'*ASEAN Outlook on the Indo-Pacific*[83].

L'Indonésie tente d'étendre son influence régionale afin de s'imposer comme un acteur stabilisateur en Indo-Pacifique, concept et espace géographique suscitant l'intérêt des grandes puissances, mais également incontournable en raison de sa taille. En 2015, l'administration Widodo avait défini les contours d'un programme maritime ambitieux, le *Global Maritime Fulcrum* (GMF). Cette stratégie définie dans le livre blanc du ministère de la Défense indonésien de 2015[84] visait à faire de l'Indonésie un hub maritime mondial et à répondre à un certain nombre de menaces sécuritaires auxquelles l'archipel est confronté (la pêche illégale dans les eaux indonésiennes, le terrorisme, la piraterie etc.). En revanche, cette initiative a été en partie avortée en raison des nombreuses ressources et équipements requis par le projet, des difficultés de coordination et de l'incapacité d'avancées probantes dans l'inscription du programme dans la *Belt and Road Initiative*[85] du fait de tensions avec Pékin en mer de Chine méridionale. En s'inscrivant dans la continuité de la politique étrangère de Joko Widodo et au regard de la modernisation de l'armement indonésien que celui-ci opère depuis plusieurs années, il conviendra d'observer si Prabowo compte s'emparer de ces enjeux maritimes régionaux dans le cadre d'une stabilisation, même si celui-ci a suscité moins d'intérêt que Ganjar Pranowo et Anies Badeswan lors de sa campagne[86].

La nouvelle capitale indonésienne en revanche contribuera à faciliter la politique de bon voisinage souhaitée. Au-delà de son objectif initial, à savoir désengorger Jakarta et mettre la capitale à l'abri d'éventuelles catastrophes naturelles, la construction de Nusantara revêt un caractère stratégique pour l'Indonésie. Construite à l'Est de Kalimantan sur l'île de Bornéo, elle occupera une place plus centrale au sein de l'archipel. Son emplacement permettra au pays de faciliter son intégration économique régionale avec Singapour, Brunei, la Malaisie ou encore les Philippines, tout en bénéficiant d'un positionnement stratégique en Indo-Pacifique

[82] Hangga Fathana, « How will Indonesia's presidential election reshape its foreign policy », *The Conversation*, 2 février 2024. https://theconversation.com/how-will-indonesias-presidential-election-reshape-its-foreign-policy-218357

[83] « ASEAN Outlook on the Indo-Pacific », ASEAN, 22 juin 2019. https://asean.org/asean2020/wp-content/uploads/2021/01/ASEAN-Outlook-on-the-Indo-Pacific_FINAL_22062019.pdf

[84] *Defense White Paper*, ministère de la Défense de la République d'Indonésie, 2015. https://www.kemhan.go.id/wp-content/uploads/2016/05/2015-INDONESIA-DEFENCE-WHITE-PAPER-ENGLISH-VERSION.pdf

[85] Demas Nauvarian et Putu Shangrina Pramudia, « Pouring cold water on Jokowi's maritime ambitions », *East Asia Forum*, 26 août 2022. https://eastasiaforum.org/2022/08/26/pouring-cold-water-on-jokowis-maritime-ambitions/

[86] https://thediplomat.com/2024/01/the-maritime-implications-of-indonesias-presidential-election/

du fait de sa proximité avec les mers des Célèbes et d'Arafura. Le centre de gravité stratégique de l'immense archipel pourrait ainsi évoluer.

Afrique et pays du Golfe : vers de nouveaux axes de coopération ?

Face à un climat géopolitique tendu, le continent africain et les pays du Golfe peuvent représenter de nouvelles opportunités de coopérations économiques et diplomatiques pour l'Indonésie. Elles pourraient permettre à l'archipel de diversifier ses partenaires tout en se défaisant de sa dépendance à l'égard de la Chine et des États-Unis. Une manière de se prémunir de potentiels retours de flammes induits par la rivalité entre Pékin et Washington, telles que des sanctions économiques et commerciales.

Un rapprochement initié avec le continent africain

Historiquement, l'Indonésie jouit d'une aura positive à l'égard des pays africains grâce aux reliquats de la solidarité de Bandung[87]. Un pan historique de leur relation sur lequel le président sortant avait déjà insisté lors de sa première visite sur le continent en août 2023 (au Kenya, en Tanzanie, au Mozambique et en Afrique du Sud) : « C'est cet esprit de Bandung que j'apporterai lors de ma visite en Afrique en renforçant la solidarité et la coopération entre les pays du Sud »[88].

Joko Widodo a entamé un rapprochement en privilégiant des échanges diplomatiques bilatéraux entre l'archipel et certains pays africains. En 2018, il accueillait le Indonesia-Africa Forum à Bali. En 2022, il reçut Paul Kagame et Macky Sall, respectivement présidents du Rwanda et du Sénégal au sommet du G20. Enfin, l'année suivante, Joko Widodo a invité le Kenya et la Tanzanie à ouvrir leurs ambassades sur le territoire indonésien[89]. Sur le plan économique, même si l'Indonésie a initié des propositions d'accords de libre-échange avec le Kenya, le Nigeria, le Maroc et l'Afrique du Sud, et signé un accord avec le Mozambique[90], ces pistes restent encore à explorer.

Ainsi, Prabowo Subianto s'inscrira à nouveau probablement dans une politique similaire à celle de Joko Widodo. Le président élu avait notamment déclaré au cours du débat

[87] La Conférence de Bandung de 1955 était également appelée « African-Asian Conference » car elle réunissait 29 représentants de pays asiatiques et africains, à savoir l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Birmanie (Myanmar), le Cambodge, l'île de Ceylan (Sri Lanka), l'Égypte, l'Éthiopie, la Côte de l'Or (Ghana), l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, l'Iraq, le Japon, la Jordanie, le Laos, le Liban, le Liberia, la Libye, le Népal, le Pakistan, les Philippines, la République populaire de Chine, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Turquie, le Nord et le Sud-Vietnam et le Yémen.

[88] « Jokowi Visits Afrika for the First Time as President », ministère des Affaires étrangères de la République d'Indonésie, 21 août 2023. https://kemlu.go.id/portal/en/read/5095/berita/jokowi-visits-afrika-for-the-first-time-as-president

[89] *Ibid*

[90] Tsamaratul Qolbi, « Indonesia's International Free Trade Agreements », *Doing Business in Indonesia*, ASEAN, consulté le 29 mars 2024. https://www.aseanbriefing.com/doing-business-guide/indonesia/why-indonesia/indonesia-s-international-free-trade-and-tax-agreements

présidentiel du 7 janvier 2024, que l'Indonésie était appelée à jouer un « rôle modèle » pour les pays africains[91].

Un intérêt avéré des pays du Golfe pour l'archipel indonésien

En ce qui concerne les pays du Golfe, l'Indonésie a une vraie carte à jouer. À ce titre, l'archipel constitue un réel intérêt pour les pays de la région, tant pour son statut de pays à majorité musulmane le plus peuplé du monde que pour les intérêts sur le plan énergétique que pourrait représenter une collaboration plus étroite. Jakarta a renforcé ses liens avec les pays du Golfe, notamment par l'intermédiaire du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)[92], sur les plans économique, politique mais aussi diplomatique au cours des dernières années. Le premier juillet 2022, l'Indonésie et les Émirats arabes unis ont signé un accord de libre-échange (*Comprehensive Economic Partnership Agreement*) entré en vigueur en septembre 2023[93]. Un accord de libre échange est également en cours de développement entre Jakarta et le CCG[94] et l'Indonésie a poussé plus largement en faveur du développement de liens politiques commerciaux plus étroits entre l'ASEAN et le CCG en octobre 2023[95].

L'Indonésie a également bénéficié de l'aide au développement et humanitaire des pays du Golfe. Parmi les principaux fournisseurs d'aide, on retrouve l'Arabie saoudite dans le cadre de projets humanitaires et de la construction de mosquées, mais aussi le Koweït dans le secteur de l'éducation et le Qatar pour subvenir aux besoins de l'Indonésie à l'issue des catastrophes naturelles qui ont pu survenir dans l'archipel entre 2012 et 2018 et pour contribuer à l'accueil de réfugiés Rohingyas dans la province d'Aceh[96]. L'archipel a également bénéficié du soutien global des pays du Golfe lors de la pandémie de Covid-19 à travers l'acheminement de matériel médical ou de personnels de santé. Une politique d'aide importante qui laisse cependant craindre la volonté des pays du Golfe d'accroître son influence sur les institutions musulmanes indonésiennes.

---

[91] « Belum Ada Bukti, Prabowo Sebut Indonesia Menjadi Panutan Negara-negara Afrika », *Tempo.co*, 7 janvier 2024 https://cekfakta.tempo.co/fakta/2676/belum-ada-bukti-prabowo-sebut-indonesia-menjadi-panutan-negara-negara-afrika

[92] Le Conseil de coopération du Golfe est composé de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Oman et du Qatar.

[93] *Comprehensive Economic Partnership Agreement between the Government of the United Arab Emirates and the Government of the Republic of Indonesia*, Government of the United Arab Emirates. https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/treaty-files/8313/download

[94] « Gulf Cooperation Council (GCC) », ministère des Affaires étrangères de la République d'Indonésie, 19 mai 2023. https://kemlu.go.id/portal/en/read/4748/halaman_list_lainnya/gulf-cooperation-council-gcc

[95] Jayanty Nada Shofa, « Jokowi Calls for ASEAN-Gulf Council Trade Framework Amidst Jakarta's Deficit », *Jakarta Globe*, 20 octobre 2023. https://jakartaglobe.id/business/jokowi-calls-for-aseangulf-council-trade-framework-amidst-jakartas-deficit

[96] Muhammad Zulfikar Rakhmat et Yeta Purnama, « Gulf States' Growing Aid Diplomacy in Indonesia », *The Diplomat*, 22 mai 2023. https://thediplomat.com/2023/05/gulf-states-growing-aid-diplomacy-in-indonesia/

Prabowo Subianto s'étant peu exprimé sur les relations bilatérales de l'Indonésie et des pays africains et du Golfe, il reviendra à l'administration de se saisir ou non de ces axes diplomatiques.

Quelles perspectives de coopération avec l'Union européenne et la France ?

Un dernier mot enfin sur la coopération avec d'autres acteurs, tels que l'Union européenne et la France. Au cours de la dernière décennie, la bonne image de Joko Widodo dans le monde occidental a considérablement servi la cause d'un rapprochement entre Jakarta, avec des volets économique et commercial, mais aussi stratégique. L'arrivée au pouvoir d'un homme souffrant d'une image plus ternie pourrait dans un premier temps ralentir un tel processus. Cependant, l'Indonésie est de plus en plus identifiée comme un État pivot dans les stratégies Indo-Pacifique, et la première puissance économique de l'ASEAN, forte d'un potentiel considérable, ne saurait être ignorée par Bruxelles et Paris. De même, la convergence de vues entre l'Indonésie et la France sur les questions internationales n'a fait que se renforcer depuis la création d'AUKUS et la mise en avant d'une troisième voie par les deux pays. L'Indonésie reste donc plus que jamais un pays essentiel pour l'UE et la France dans la région, ainsi que dans le positionnement face à la rivalité sino-américaine.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.